

Découvertes par notre reporter, les déclarations de Richard Holbrooke, le négociateur américain en Bosnie, sur le sacrifice de Srebrenica, braquent les projecteurs sur le combat pour la justice de Carla Del Ponte. La procureure

générale du Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie accuse Belgrade et des institutions internationales de protéger encore Mladic et Karadzic. Il ne lui reste que huit mois pour faire livrer à La Haye les derniers fugitifs (6 sur 161 inculpés). Parmi eux, les deux hommes de main de Milosevic, responsables du « nettoyage ethnique » en Bosnie, du siège de Sarajevo et du génocide de Srebrenica (plus de 8000 hommes, mais aussi des femmes et des enfants exécutés en cinq jours). Ne disposant pas de sa propre police, le tribunal dépend du bon vouloir des Etats pour les arrestations. Or, depuis onze ans, Mladic et Karadzic bénéficient d'une liberté et d'une impunité indignes. Le T.p.i. ne juge pas par contumace : en empêchant le transfert des accusés à La Haye, c'est leur responsabilité pénale, mais aussi les complicités dont ils ont bénéficié, que l'on veut cacher aux opinions. Parfois, la vérité émerge dans les propos des responsables. Ainsi, ceux de Richard Holbrooke lors d'une interview à la télévision de Sarajevo, inédite

en France. Si le T.p.i. fermait vers 2010, comme c'est envisagé, avant que les derniers fugitifs n'y aient été jugés, cela priverait les survivants du génocide de la justice qui leur est due, et le monde de toute la vérité. Carla Del Ponte a ouvert son bureau du T.p.i. à Paris Match. Elle s'est confiée comme rarement.

Symbole de la justice internationale depuis 1999, Carla Del Ponte nous a reçus le 10 octobre dans son bureau du T.p.i. à La Haye. Elle quittera sa fonction en septembre 2007.

CARLA DEL PONTE



Seule contre tous